

Il y est question également de la diminution de réserves canadiennes, soit de 100 millions à la fin de janvier et aussi de 113 millions à la fin de février.

L'honorable ministre des Finances dit également, un peu plus loin, comme l'atteste la page 7335 des *Débats*:

...le rythme d'accroissement s'est atténué, surtout dans la dépense de capitaux commerciaux, alors que l'essor de l'emploi et de la production diminuait.

Monsieur le président, l'honorable ministre emploie toutes sortes d'expressions pour nous parler de diminution des dépenses, d'augmentation des impôts, du chômage, etc...

Cela me fait curieusement penser à un discours que prononçait un autre candidat à la «chefferie» du parti libéral, M. Eric Kierans, qui disait, selon *Le Devoir* du 2 octobre dernier:

Que deviendrait, au point de vue économique, un Québec séparé?

Dans son discours sur un «Québec séparé», M. Eric Kierans disait que cela entraînerait l'augmentation du chômage.

Dans son discours d'hier, l'honorable ministre des Finances nous disait également que l'essor de l'emploi avait diminué et que le chômage avait augmenté.

M. Kierans, dans son discours, disait aussi que la séparation du Québec entraînerait la pauvreté, parce qu'il faudrait réduire les dépenses. Or, dans le discours qu'il prononçait hier après-midi, l'honorable ministre des Finances annonçait que le gouvernement fédéral était obligé de réduire ses dépenses et de limiter le nombre de ses fonctionnaires.

Par ailleurs, dans son discours du mois d'octobre dernier, M. Kierans disait, et je cite:

Les capitaux étrangers vont s'éloigner du Québec.

Dans son discours d'hier, l'honorable ministre des Finances annonçait également le retrait de capitaux étrangers vers les États-Unis. On y retrouve exactement les mêmes arguments qu'invoquait M. Eric Kierans, candidat à la «chefferie» du parti libéral, au mois d'octobre dernier, dans un rêve hypothétique et «psychédélique»: les sept plaies d'Égypte.

Or, l'honorable ministre des Finances nous dit, aujourd'hui, que ces sept plaies d'Égypte sévissent dans tout le Canada, que le chômage augmente, que la production connaît une atténuation notable, qu'il faut couper les dépenses, etc.

M. Kierans tentait de nous faire peur à ce moment-là. L'honorable ministre des Finances actuel nous dit: On les a, les sept plaies d'Égypte!

Monsieur le président, à la suite du discours dans lequel l'honorable ministre des Finances vous annonçait que nous étions aux prises avec la situation contre laquelle M. Kierans voulait nous mettre en garde, je me dis que si le Québec veut éviter ces sept plaies d'Égypte, il n'a plus qu'à se retirer de cette administration que dirige économiquement et financièrement l'actuel ministre des Finances.

Monsieur le président, la raison de cette situation est bien simple. C'est que le Canada n'a jamais su développer une entité propre et devenir lui-même indépendant.

On nous parle de la triste situation économique du Canada, à l'heure actuelle. Monsieur le président, pour ce qui est de cette triste situation économique, je voudrais me reporter à deux questions que je posais dernièrement à l'honorable ministre des Finances.

La première question était la suivante:

Depuis 1938, le Canada a-t-il consenti des prêts à l'Angleterre?

Quel était le montant de chacun de ces prêts?

Quel était le taux d'intérêt de chacun de ces prêts?

Quels montants n'avaient pas été remboursés à la date d'échéance?

Le 31 janvier 1968, on me donnait la réponse suivante: En 1943, un prêt de 700 millions de dollars, ne portant aucun intérêt, soit zéro p. 100, a été consenti à l'Angleterre, en vertu de la loi de 1942. Ce prêt-là a été consenti sans intérêt.

D'autres prêts ont été consentis à un taux d'intérêt de 2 p. 100. A ce moment-là, ce n'était plus en vertu des mesures de guerre, mais conformément à une loi de 1946, même si la guerre était terminée. Au fait, c'était en vertu de l'attachement de l'honorable ministre des Finances de l'époque pour la belle-mère, l'Angleterre.

Ces prêts, à 2 p. 100 d'intérêt, étaient remboursables en 50 versements.

Quels ont été les montants prêtés?

En 1947, 640 millions. C'était beaucoup, mais ce n'était pas assez!

En 1948, un autre prêt de 368 millions. Cela faisait beaucoup en deux ans, mais ce n'était pas encore assez.

En 1949, 37 millions de dollars. En 1950, 120 millions de dollars. En 1951, 20 millions de dollars.

Tous ces prêts, monsieur le président, totalisaient une somme d'un milliard 185 millions de dollars, prêtée à 2 p. 100 d'intérêt pour 50 ans, et remboursable en 50 versements annuels.

Alors que je demandais si cela avait été remboursé, on me répondait que le Royaume-Uni nous devait encore tout le montant en 1951, soit quatre ans après. A cette date, il n'y avait encore rien de remboursé.